

Jean-Blaise MARTIN

1868, Buhl - 1922, Mulhouse

journaliste, militant politique



Éléments biographiques

Le fils de Jean Martin, journalier et de Marie Madeleine Spiegel fut un autodidacte.

Il débute sa carrière comme apprenti greffier au tribunal cantonal de Guebwiller de 1882 à 1889, puis comme employé de bureau à l'usine DMC en 1889. Il entra en contact avec le mouvement ouvrier à l'occasion de l'élection de Hickel en février 1890 et de la grève d'avril-mai 1890.

Il commença en août 1890 sa carrière de journaliste dans la presse social-démocrate en Bade avant de prendre le 1er décembre 1890 la direction du nouvel organe du socialisme alsacien, l'Elsass-Lothringische Volkszeitung à Mulhouse. Cette responsabilité lui valut de fréquentes poursuites judiciaires.

En novembre 1893, il totalisait déjà dix mois de prison lorsqu'un nouveau procès lui valut une année supplémentaire de détention : il s'enfuit alors à Bâle, puis à Paris, mais finit par rentrer pour purger sa peine. Le 21 mars 1894, son journal fut définitivement interdit par le gouvernement du Reichsland. Martin partit alors pour Strasbourg où il écrivit dans les pages du Volksfreund d'Offenbourg, puis de la Volksstimme de Mannheim.

Après l'entrée en vigueur de la loi d'Empire sur la presse (1898), il assura la rédaction de la Freie Presse à Schiltigheim, puis à Strasbourg.

En 1901, il revint à Mulhouse et y dirigea Die Freie Presse für das Oberelsass (1901-1904), puis Die Mülhauser Volkszeitung. En 1902, il entra au conseil municipal et fut élu adjoint au maire, mais le gouvernement s'opposa à son entrée en fonction.

Battu aux élections municipales de 1908, il revint au conseil en 1911 à l'occasion d'une élection complémentaire. La même année, il fut élu député à la seconde chambre du Landtag à Mulhouse-Campagne. On présentait alors Martin comme « le doctrinaire du socialisme mulhousien » dont il représentait l'aile gauche radicale du parti.

Malgré son hostilité antérieure aux tendances pro-françaises dans la social-démocratie alsacienne, il manifesta sa satisfaction lors de l'occupation temporaire de la ville par l'armée française en août 1914. Dénoncé par son ancien ami Emmel, il fut arrêté le 1er mars 1915 et condamné à trois mois de prison pour sentiments hostiles à l'Allemagne. Il fut ensuite assigné à résidence par l'autorité militaire à Münster en Westphalie, puis à Dortmund.

En raison de ses charges de famille, il fut autorisé à rentrer à Mulhouse, à condition de s'abstenir de toute activité politique. Il trouva un emploi à l'usine à gaz.

Le 13 novembre 1918, il fut élu vice-président du conseil des ouvriers présidé par son ami Auguste Wicky. Le 30 novembre 1918, il prit la direction du Republikaner du Haut-Rhin.

Peu après, il devint président de la fédération du Haut-Rhin du parti socialiste SFIO. Il fut nommé le 15 décembre 1918 membre de la commission municipale. Réélu en novembre 1919, il devint adjoint au maire. Avec Wicky, il combattit l'aile du parti favorable à Moscou. Après la scission communiste de décembre 1920, il fut le principal artisan de la reconstruction très rapide de la fédération socialiste haut-rhinoise.

Jean MARTIN appréciait particulièrement les Vosges et rendait souvent visite à son frère Emile (maire de Buhl en 1919-1920).

Plusieurs de ses poèmes relatent la condition précaire des ouvriers et des paysans de la vallée de Guebwiller.

Une rue porte son nom dans le quartier Brustlein.

Source : Fédération des Sociétés d'Histoire d'Alsace